



Stimuler la croissance économique et garantir la stabilité budgétaire en améliorant l'accès à l'économie numérique

Le secteur de la téléphonie mobile est un élément essentiel de l'économie tchadienne. En 2015, les services mobiles ont généré un chiffre d'affaires de 300 millions de dollars (117 billions XAF), soit 2,7% du PIB tchadien.

Malgré le fait que plus de 78% des Tchadiens habitent en zone rurale, les deux principaux opérateurs du pays, Tigo et Airtel, ont fourni une couverture 2G de 85% de la population. La pénétration mobile est passée de 140 000 abonnés uniques en 2006 à plus de 4 millions en 2016. Cependant, plus de 8 millions de Tchadiens restent non connectés et la pénétration mobile accuse un certain retard par rapport à de nombreux autres pays africains. Les réseaux mobiles haut débit en sont encore à leurs balbutiements et l'utilisation d'Internet est la plus faible parmi les pays dont le PIB par habitant est comparable.

Le Gouvernement tchadien a présenté ses objectifs économiques à long terme dans sa stratégie « Vision 2030 », qui établit la nécessité de promouvoir une croissance économique à la fois diversifiée et compétitive et de renforcer les infrastructures. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le rapport de la GSMA, **«Inclusion numérique et fiscalité dans le secteur de la téléphonie mobile au Tchad»**, examine l'impact de la politique fiscale sur l'adoption de la téléphonie mobile, l'inclusion numérique, les investissements dans les infrastructures, l'emploi et la croissance économique au sens large.

Le secteur mobile pourrait contribuer à renforcer la croissance et à soutenir la stratégie du gouvernement en s'attaquant aux barrières limitant l'accès et l'utilisation de l'Internet mobile.

- La réduction des coûts pour le consommateur est une préoccupation pour beaucoup de Tchadiens, en particulier pour le cinquième de la population le plus pauvre, pour

lequel le coût estimatif des services vocaux et SMS représente 87% de leurs revenus mensuels moyens. Les frais d'activation SIM représentent à eux seuls environ deux jours et demi de revenus.

- La réduction des coûts pour le consommateur est probablement l'un des facteurs principaux conduisant à de faibles taux d'utilisation du haut débit. Même pour les 20%

des salaires les plus élevés, le coût d'un forfait mobile haut débit classique représente 9% de leurs revenus mensuels, ce qui est supérieur au seuil de 5% fixé par la Commission des Nations Unies sur le haut débit.

- Le secteur mobile dans son ensemble a payé environ 143 millions de dollars (85 billions XAF) en impôts et redevances réglementaires en 2015, ce qui représente environ 48% des recettes du secteur mobile.
- La contribution du secteur de la téléphonie mobile aux recettes fiscales du gouvernement, y compris l'ensemble des impôts et redevances, représente plus de quatre fois sa part du PIB. Même s'il représente moins de 3% du PIB,

le secteur a contribué à 12% du total des recettes fiscales du pays en 2015.

- Les opérateurs mobiles paient de nombreuses redevances spécifiques au secteur, tels que les redevances d'utilisation du spectre, les redevances de numérotation et autres frais administratifs. Le taux combiné des redevances réglementaires est notamment passé de 4% en 2014 à 7% des recettes en 2016. C'est l'un des plus élevés de la région. Non seulement ces redevances ont créé un effet négatif sur l'incitation à l'investissement, mais elles ont également contribué à l'incertitude du marché en raison de leur rapide augmentation.

Une approche alternative pour la fiscalité du secteur pourrait donc permettre d'améliorer le bénéfice mobile, supporter les agendas numériques du Gouvernement et favoriser la digitalisation, les investissements en TIC et la croissance économique au Tchad. De nombreuses questions relatives aux changements de politique fiscale et à leur impact potentiel d'ici 2021 sont examinées dans le rapport.

	Déficit des recettes fiscales par rapport au total des recettes fiscales non pétrolières	Total connexions mobiles / connexions haut débit mobile	Nouveaux sites / sites mis à jour	PIB	Emploi dans l'ensemble de l'économie	Investissement total
Réduction des impôts de RAV et FNDS sur l'utilisation de la téléphonie mobile	0,80%	+330 000 +80 000	+30	+210 millions US\$ (220 billions XAF)	+450	+90 millions US\$ (55 billions XAF)
Réduction de la redevance sur le trafic international entrant	0,75%	+270 000 +70 000	+50	+180 millions US\$ (190 billions XAF)	+700	+80 millions US\$ (50 billions XAF)
Réduction des frais d'administration de l'ARCEP	0,80%	+340 000 +80 000	+60	+230 millions US\$ (240 billions XAF)	+900	+95 millions US\$ (60 billion XAF)

Source : Analyse Deloitte utilisant les données de la GSMA, de la Banque mondiale et des opérateurs. Remarque : Effet cumulatif supplémentaire sur 2017-2021;

- Réduire les redevances sur l'utilisation de la téléphonie mobile a le potentiel de baisser le coût des services mobile pour les consommateurs, attirant ainsi de nouveaux abonnés
- Réduire la redevance sur le trafic international entrant a le potentiel de faire baisser les prix à la consommation decrease l'acheminement illégal du trafic
- Réduire et rationaliser les redevances réglementaires a le potentiel de créer un environnement plus favorable aux investissements
- Réduire ou supprimer la redevance d'activation de la carte SIM a le potentiel d'accroître la pénétration mobile

en diminuant cette barrière d'accès à la possession d'un téléphone portable.

Étant donné que le déficit fiscal résultant de chaque réforme fiscale proposée est inférieur à 1% du total des recettes non pétrolières, une modeste augmentation des taux de fiscalité générale peut suffire à combler le déficit. De même, une augmentation marginale de l'étendue des bases fiscales générales peut suffire à couvrir le déficit.

Réformer la fiscalité de la téléphonie mobile a le potentiel d'aligner les investissements dans les infrastructures et l'accès à la téléphonie mobile aux objectifs de TIC définis dans la stratégie « Vision 2030 ». La réforme fiscale a également le potentiel de stimuler les investissements du secteur de la téléphonie mobile et les Investissements Étrangers Directs au Tchad.

